

Chapitre 1

Tendances récentes des migrations internationales

Ce chapitre propose une vue d'ensemble des tendances récentes des migrations internationales dans les pays de l'OCDE. En premier lieu, il présente une description des flux migratoires permanents pour 2013 sur la base de données préliminaires et d'estimations. Celle-ci est suivie d'une description plus détaillée des tendances du début de la crise financière à 2012. Ce chapitre analyse ensuite les changements observés dans la composition des flux par catégories d'entrée : notamment sur les migrations de travail y compris la libre circulation de travailleurs. Les migrations permanentes pour motif familial ou humanitaire sont détaillées par la suite. Le chapitre se poursuit avec l'étude des migrations temporaires, mettant brièvement l'accent sur les travailleurs saisonniers et les transferts intra-entreprises. La croissance du nombre de demandeurs d'asile, en particulier depuis le début du conflit syrien en 2011, et la mobilité internationale des étudiants, objectif politique de nombreux pays de l'OCDE, seront traitées par pays de destination et par pays d'origine. Le chapitre se termine sur un aperçu des pays d'origine clé que quittent les migrants pour les pays de l'OCDE et des changements en termes de migration nette qui ont eu lieu au cours des périodes précédant et suivant la crise financière.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Principaux résultats

- Les données provisoires montrent que les flux de migration permanente vers l'OCDE ont légèrement progressé en 2013, d'environ 1 % par rapport à 2012. Cette tendance résulte en grande partie de la forte augmentation enregistrée en Allemagne combinée à des reculs de moindre ampleur observés aux États-Unis, qui reste néanmoins le principal pays d'accueil, ainsi qu'en Italie et en Espagne, où la situation économique reste difficile.
- Les données 2012 complètes montrent une diminution modeste des flux de migration permanente, de 0.8 % par rapport à l'année précédente, ce qui reflète bien la lente reprise économique au niveau mondial ainsi que la situation économique en Europe. Une des tendances les plus marquantes en Europe concerne la chute des migrations en provenance des pays non membres de l'Union européenne (UE). La migration en provenance des pays tiers à l'UE reste toutefois importante avec l'entrée d'1.2 million de personnes par an en moyenne pendant la période 2007-12, soit plus que son équivalent aux États-Unis.
- La migration de travail a baissé continuellement depuis 2007/08 et chute d'environ 12 % en 2012. Au sein de l'UE, la baisse atteint près de 40 % entre 2007 et 2012, en grande partie à la suite du net repli observé en Espagne et en Italie. Néanmoins, ce constat doit être nuancé car dans les zones de libre circulation, on estime qu'au moins la moitié des migrations internes sont à des fins d'emploi.
- Le rebond des migrations au sein des espaces de libre circulation, observé depuis 2010, s'est prolongé en 2012, avec une augmentation de 10 % par rapport à 2011. Cette hausse est due pour une très grande part à l'Allemagne, qui est devenue la principale destination pour les migrants européens, suivie par l'Espagne et l'Italie. Pour de nombreux pays de l'UE/AELE, la migration de libre circulation représente une part importante de leurs flux permanents, atteignant les trois-quarts en Suisse et en Autriche.
- Les migrations humanitaires ont diminué d'environ 6 % en 2012, principalement en raison de la baisse observée aux États-Unis, au Canada et aux Pays-Bas. Les pays d'installation¹ accueillent surtout des réfugiés réinstallés, 68 % de tous ceux qui s'installent dans un pays de l'OCDE, le reste d'entre eux se dirigeant surtout vers les pays d'Europe du nord. À l'inverse, les pays européens de l'OCDE représentent près des trois quarts du canal de la demande d'asile contre seulement 16 % pour les pays d'installation.
- Les flux temporaires ont été en forte augmentation jusqu'en 2007, atteignant 2.5 millions en, mais ont chuté depuis. La migration temporaire de travail a diminué de 4.4 % en 2012 par rapport à 2011 et se situe environ 25 % en dessous de son pic de 2007. Depuis 2007, les programmes de vacanciers actifs et les transferts intra-entreprises se sont développés alors que les flux migratoires de travailleurs saisonniers ont chuté de près de trois-quarts, baisse principalement due au fait que les ressortissants des derniers pays entrés dans l'Union n'ont désormais plus besoin de permis en Allemagne ou dans d'autres pays européens.

- La demande d'asile a augmenté de 20 % en 2013 par rapport à 2012, en grande partie à cause du conflit en Syrie, qui en conséquence reste le premier pays d'origine des demandeurs. En comparant les flux de demandeurs d'asile par habitant, on observe que le principal pays d'accueil est la Suède, tout comme pour les flux de réfugiés.
- Au niveau mondial, le nombre d'étudiants inscrits en dehors de leur pays de nationalité a plus que doublé depuis 2000 pour atteindre 4.5 millions en 2012, 75 % d'entre eux étant inscrits dans un pays de l'OCDE. Cependant, le rythme de la croissance s'est ralenti, le nombre d'étudiants dans les pays de l'OCDE ayant connu une augmentation de seulement 3 % en 2012 contre 8 % par an entre 2000 et 2005 et 6 % par an entre 2005 et 2011. Plus d'un étudiant en mobilité internationale sur deux vient d'Asie, la Chine représentant 22 %, suivie de l'Inde. Les principaux pays d'origine non-asiatiques sont l'Allemagne et la France.
- Avec un peu plus d'un demi-million d'émigrés en 2012, la Chine reste en tête des pays d'origine des flux migratoires vers les pays de l'OCDE, représentant presque 10 % de ces flux. La Roumanie (5.6 %) et la Pologne (5.4 %) ont aussi contribué de façon significative aux flux migratoires vers l'OCDE. D'ailleurs, par rapport à la taille de leurs populations, ces deux pays ont un taux d'expatriation vers l'OCDE bien plus élevé que la Chine.
- Globalement, la migration nette continue d'être positive au sein des pays de l'OCDE mais, étant donné les conditions économiques depuis le début de la crise économique, la migration nette moyenne a été presque divisée par deux, passant de 4.4 personnes pour mille habitants en 2005-08 à 2.6 en 2009-12.

Tendances récentes des migrations internationales

Les premières données pour 2013 semblent indiquer que l'immigration permanente vers les pays de l'OCDE amorce une reprise, avec un léger accroissement de 1.1 % par rapport à 2012 (tableau 1.1)². Cette augmentation modérée est le résultat de changements opposés dans plusieurs pays d'accueil importants. Les premières estimations indiquent une nouvelle croissance à deux chiffres en Allemagne, la quatrième consécutive, principalement due à des flux d'entrée en provenance d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ainsi que dans une certaine mesure en provenance d'Europe du Sud. Cette augmentation place l'Allemagne bien au-delà des 400 000 immigrés en 2013 si bien qu'après les États-Unis, l'Allemagne est dorénavant le deuxième pays d'immigration le plus important alors qu'elle occupait la huitième place en 2009. À l'inverse, les flux d'immigration permanente vers les États-Unis enregistrent une baisse de 4 % en 2013 par rapport à 2012. Et, si les États-Unis demeurent de loin le plus grand pays d'accueil, pour la première fois depuis dix ans, ils ont accueilli moins d'un million de migrants permanents. Les flux migratoires vers l'Italie et l'Espagne, reflétant la situation économique prévalant dans ces deux pays, ont fléchi de façon assez significative. Entre 2007 et 2011, ces pays occupaient les deuxième et troisième places parmi les plus grands pays d'accueil de l'OCDE alors qu'ils sont actuellement respectivement aux septième et huitième places. Les flux vers ces pays restent malgré tout relativement importants avec approximativement 200 000 migrants chacun.

En dehors de ces pays, le Royaume-Uni a vu ses flux d'entrée se stabiliser juste en dessous de 300 000 personnes. Les flux d'immigration permanente ont augmenté de 3 % en Australie et de 4 % en Nouvelle-Zélande alors que le Canada enregistrait une faible hausse. La Suisse a connu une augmentation de plus de 8 % en 2013, principalement imputable à la

Tableau 1.1. Entrées permanentes dans quelques pays de l'OCDE, 2007-13

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution (%)		
								2013/12	2012/11	2012/07
Données standardisées										
États-Unis	1 052 400	1 107 100	1 130 200	1 041 900	1 061 400	1 031 000	989 900	-4	-3	-2
Allemagne	232 900	228 300	201 500	222 500	290 800	399 900	..	..	38	72
Royaume-Uni	343 300	317 300	359 200	394 800	322 600	286 100	291 000	2	-11	-17
France	213 700	222 400	221 400	233 700	240 700	258 900	..	..	8	21
Italie	571 900	490 400	390 300	355 700	317 300	258 400	..	..	-19	-55
Canada	236 800	247 200	252 200	280 700	248 700	257 900	258 600	0	4	9
Australie	191 900	205 900	221 000	208 500	219 500	245 100	253 500	3	12	28
Espagne	691 900	409 600	334 100	300 000	291 000	209 800	..	..	-28	-70
Suisse	122 200	139 100	114 800	115 000	124 300	125 600	136 200	8	1	3
Pays-Bas	80 600	90 600	89 500	95 600	105 600	96 800	105 500	9	-8	20
Suède	74 400	71 000	71 500	65 600	71 800	81 700	86 700	6	14	10
Autriche	47 100	49 500	45 700	45 900	58 400	67 100	65 000	-3	15	42
Japon	108 500	97 700	65 500	55 700	59 100	66 800	63 600	-5	13	-38
Norvège	43 900	49 300	48 900	56 800	61 600	59 900	..	..	-3	36
Belgique	50 300	51 200	64 500	61 500	61 800	58 900	..	..	-5	17
Corée	44 200	39 000	36 700	51 100	56 900	55 500	66 700	20	-2	26
Danemark	30 300	45 600	38 400	42 400	41 300	43 800	52 400	20	6	45
Nouvelle-Zélande	51 700	51 200	47 500	48 500	44 500	42 700	44 400	4	-4	-17
Irlande	120 400	89 700	50 700	23 900	33 700	32 100	40 200	25	-5	-73
Portugal	42 800	71 000	57 300	43 800	36 900	30 700	27 000	-12	-17	-28
République tchèque	98 800	71 800	39 000	30 500	22 600	30 300	..	..	34	-69
Finlande	17 500	19 900	18 100	18 200	20 400	23 300	..	..	14	33
Mexique	6 800	15 100	23 900	26 400	21 700	21 000	54 400	159	-3	209
Nombre total de personnes										
Tous pays	4 474 200	4 180 300	3 921 700	3 818 700	3 812 600	3 782 900	3 824 000	1	-1	-15
Pays d'installation	1 532 800	1 611 400	1 650 900	1 579 600	1 574 100	1 576 700	1 546 400	-2	0	3
Pays membres de l'UE ci-dessus	2 615 900	2 228 300	1 981 200	1 934 100	1 914 900	1 877 800	..	..	-2	-28
UE libre circulation	1 215 700	899 900	734 900	739 300	831 600	929 600	..	..	12	-24
Variation annuelle (%)										
Tous pays	..	-7	-6	-3	-0.2	-0.8	1.1	..	..	..
Pays d'installation	..	5	2	-4	-0.3	0.2	-1.9	..	..	..
Pays membres de l'UE ci-dessus	..	-15	-11	-2	-1.0	-1.9	..	..	..	..
UE libre circulation	..	-26	-18	1	12	12	..	..	..	..
Données nationales (non standardisées)										
Chili	79 400	68 400	57 100	63 900	76 300	100 100	132 100	32	31	26
Pologne	40 600	41 800	41 300	41 100	41 300	47 100	..	..	14	16
Hongrie	22 600	35 500	25 600	23 900	22 500	20 300	..	..	-10	-10
Luxembourg	15 800	16 800	14 600	15 800	19 100	19 400	20 000	3	2	23
Grèce	46 300	42 900	46 500	33 400	23 200	17 700	..	..	-24	-62
Slovénie	30 500	43 800	24 100	11 200	18 000	17 300	..	..	-4	-43
Israël	18 100	13 700	14 600	16 600	16 900	16 600	16 900	2	-2	-8
République slovaque	14 800	16 500	14 400	12 700	8 200	2 900	..	..	..	..
Islande	9 300	7 500	3 400	3 000	2 800	2 800	3 900	39	0	-70
Estonie	2 000	1 900	2 200	1 200	1 700	1 100	1 600	45	-35	-45
Turquie	..	..	..	29 900	..	..	..	..	..	..
Total (hors Turquie)	279 400	288 800	243 800	222 800	230 000	245 300	..	..	..	..
Variation annuelle (%)	12	3	-16	-9	3	7	..	..	..	..

Note : Les données ne comprennent que les étrangers. Les flux d'entrée comprennent les changements de statut, à savoir les résidents avec un statut temporaire qui obtiennent un droit de séjour à long terme. Les séries ont été révisées pour plusieurs pays. Le total 2013 pour tous pays (3 824 000) est partiellement estimé. Une barre verticale représente une rupture de série.

Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160587>

libre circulation. Ses flux migratoires annuels représentaient 1.7 % de la population, le plus haut ratio par habitant pour les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles. Les flux vers la Suède ont encore augmenté pour atteindre un nouveau record principalement lié à l'augmentation des migrations humanitaires. Il est probable que cette tendance se poursuive en 2014 puisque les premières données indiquent que le nombre de réfugiés, en majeure partie venus de Syrie, poursuit sa hausse, alors que les autres catégories de migrations restent stables.

Évolution de l'immigration depuis la crise financière

Si les données pour 2013 ne sont pas encore totalement disponibles pour certains pays de l'OCDE, des données exhaustives sont disponibles pour 2012, année qui avait vu les flux migratoires internationaux diminuer de 0.8 % par rapport à 2011. Après avoir atteint un point bas en 2009, suite à la crise financière, l'immigration permanente s'est lentement rétablie bien que les flux demeurent encore en dessous des 4.5 millions d'entrées enregistrées en 2007. Les chiffres élevés de 2007 correspondaient non seulement à la situation antérieure à la crise mais reflétaient également les premiers effets de l'élargissement de l'UE à la Roumanie et à la Bulgarie. Les statistiques ont été ponctuellement gonflées par l'enregistrement de nombreux migrants de ces deux pays dans certains pays, en particulier en Italie. Cette légère baisse du total des flux en 2012 reflète autant la lenteur de la reprise économique que la situation particulière à certains pays de l'UE et la prudence persistante des employeurs à recruter des travailleurs immigrés.

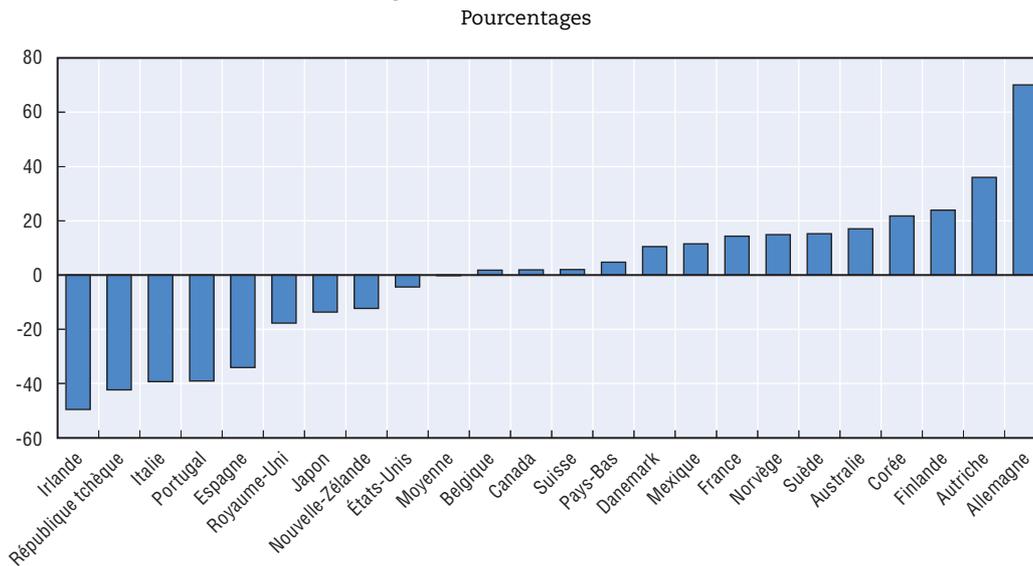
En 2012, en Europe, les flux en provenance de pays tiers (pays non membres de l'UE) ont chuté à 950 000 alors qu'ils atteignaient 1.4 million en 2007. Pour la première fois en 2012, les migrations intra-européennes sont en Europe d'ampleur équivalente aux flux en provenance de pays tiers. Les migrations de ressortissants de pays tiers vers les pays européens sont maintenant légèrement inférieures aux migrations permanentes légales enregistrées aux États-Unis. Dans les pays d'installation, les effets de la crise sur les migrations permanentes ont été beaucoup plus limités et depuis 2007 on observe une relative stabilité des flux, à l'exception de l'Australie où les migrations ont crû au cours des cinq dernières années.

Lorsque l'on compare les flux d'entrées en 2012 avec ceux des cinq années précédentes (graphique 1.1), on observe qu'un certain nombre de pays tels que l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et la Corée ont connu une croissance significative de leurs flux d'entrée. Le déclin constaté dans certains grands pays traditionnels d'immigration comme, par exemple, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie a tiré vers le bas la moyenne des pays de l'OCDE.

Tendances dans la composition des flux migratoires

Les migrations familiales constituent toujours la part prépondérante du total des flux migratoires, malgré une baisse dans cette catégorie depuis 2008 (graphique 1.2). En 2012, les flux d'entrées au titre de la famille ont chuté légèrement (-1.7 %) par rapport à 2011, principalement sous l'effet des baisses enregistrées en Espagne, en Italie, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les migrations familiales continuent de représenter la vaste majorité des flux migratoires vers les États-Unis et la principale catégorie vers la France.

Graphique 1.1. **Évolution des entrées permanentes entre la moyenne annuelle 2007-11 et 2012**

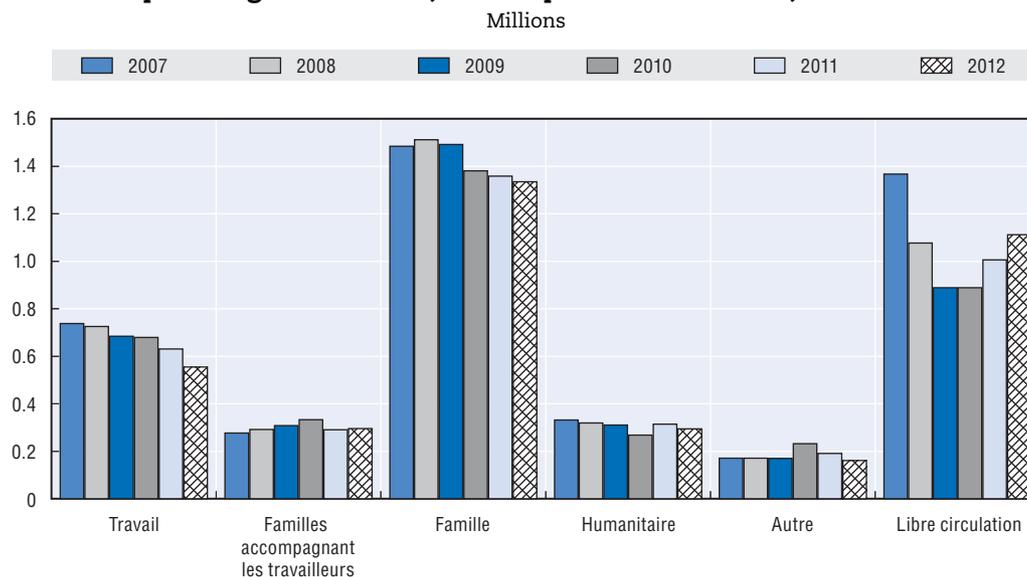


Note : La moyenne correspond aux pays présentés dans le graphique.

Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933160098>

Graphique 1.2. **Immigration permanente dans les pays de l'OCDE par catégorie d'entrée, statistiques standardisées, 2007-12**



Note : Exclut la République tchèque et les pays pour lesquels les statistiques standardisées ne sont pas disponibles (voir tableau 1.1).

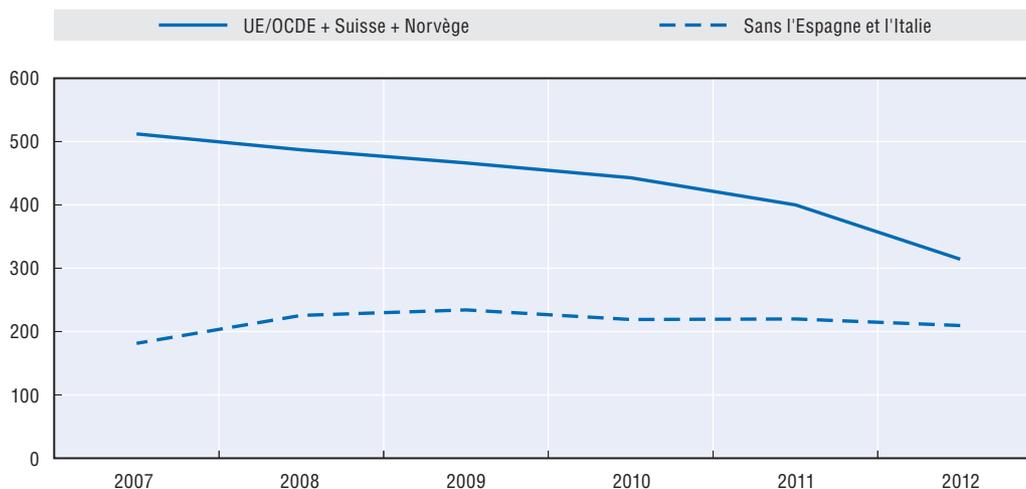
Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933160102>

Les migrations de travail baissent depuis le ralentissement économique et ont chuté d'environ 12 % en 2012. Cette baisse a été particulièrement marquée parmi les pays européens membres de l'OCDE, atteignant au total presque -40 % entre 2007 et 2012 (graphique 1.3). On peut l'imputer très largement à de moindres flux d'entrées en Espagne

Graphique 1.3. Les migrations de travail en Europe

Milliers



Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160110>

et en Italie où la situation économique reste défavorable. Mais ce constat prévaut également dans les autres pays européens de l'OCDE où l'on observe une baisse de 10 % depuis 2009. Parmi les pays qui ont enregistré une augmentation des migrations de travail en 2012, on compte l'Australie et le Canada (6 % chacun). Le Japon a également enregistré une forte hausse (21 %).

Il y a eu en moyenne peu de changements pour ce qui est du nombre des membres de famille accompagnant les travailleurs immigrés. Il s'agit même du seul groupe qui se situe à un niveau supérieur à celui de 2007, malgré la baisse du nombre d'entrées de travailleurs immigrés.

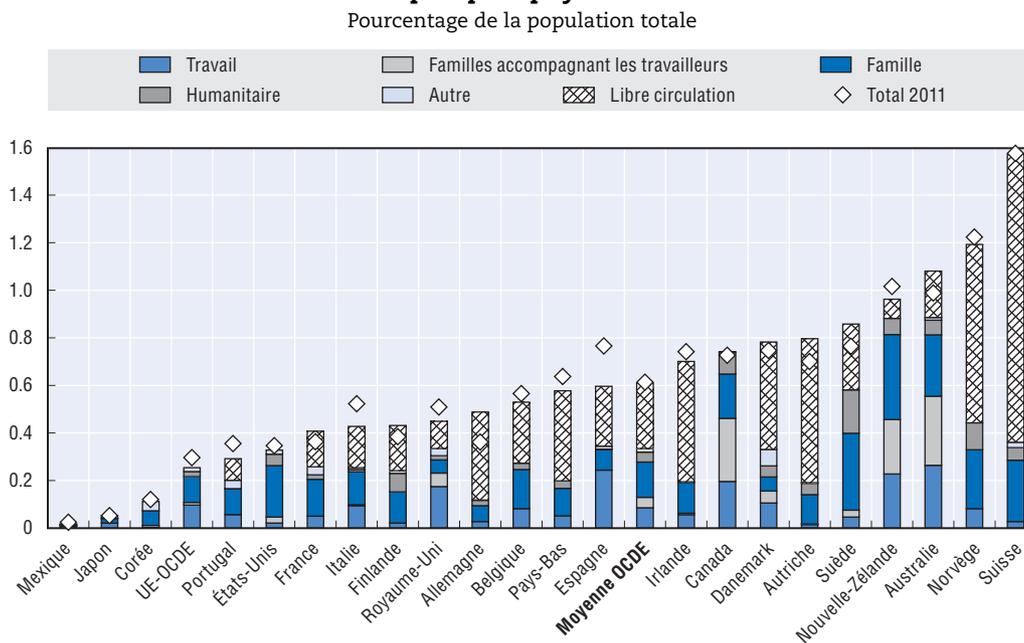
La baisse globale des migrations permanentes de travail ne reflète pas l'ensemble des migrations à des fins d'emploi dans la mesure où une part importante des travailleurs immigrés entre dans le cadre de la libre circulation, notamment au sein de l'UE. Au cours des dix dernières années, plusieurs pays européens de l'OCDE, tels que le Royaume-Uni et les pays d'Europe du Sud, ont reçu un grand nombre de travailleurs migrants en provenance de pays tiers. Cependant, si l'on prend en considération les flux liés à l'emploi au sein de la zone de libre circulation, le poids des migrations de travail est également important dans certains pays d'Europe qui accueillent peu de travailleurs migrants originaires de pays extérieurs à l'UE/AELE (voir graphique 3.1 du chapitre 3). C'est le cas pour l'Autriche, l'Allemagne, l'Irlande, la Belgique et le Danemark et particulièrement pour des pays qui n'appartiennent pas à l'UE, tels la Suisse et la Norvège. Dans les pays traditionnels d'installation que sont le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les requérants principaux au titre des migrations économiques représentent 25 % de l'ensemble des migrations permanentes³.

L'importance de la mobilité intra-UE/AELE s'est fortement accrue suite aux élargissements de l'UE intervenus en 2004 et 2007. De plus, l'expansion de l'UE a contribué à la capacité d'ajustement des marchés du travail et de récentes estimations suggèrent que jusqu'à un quart du choc asymétrique sur le marché du travail – qui se propage à des périodes et intensités différentes selon les pays – aurait pu avoir été absorbé par la migration en une année (Jauer et al., 2014).

Le principal facteur explicatif de l'augmentation globale des flux est le rebond de la libre circulation observé depuis 2010. Cette catégorie a augmenté de 12 % en 2012. L'Allemagne en est le moteur principal et est devenu le premier pays d'accueil pour les ressortissants des autres pays de l'UE/AELE. Au sein de cette zone de libre circulation, l'Allemagne reçoit à elle seule un tiers de tous les mouvements liés à la libre circulation, suivie par l'Espagne et l'Italie malgré une baisse des flux vers ces deux pays ces dernières années. Pour de nombreux pays de de l'UE/AELE, la libre circulation représente une part très importante de la totalité des migrations permanentes, jusqu'à deux tiers ou plus en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Irlande et aux Pays-Bas pour n'en mentionner que quelques-uns. Ailleurs, la libre circulation des citoyens entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande via l'Accord Trans-tasmanien voit l'Australie accueillir plus de citoyens néo-zélandais que la Nouvelle-Zélande d'Australiens.

Si l'on rapporte le volume des flux migratoires à la population totale, les pays de l'OCDE ont reçu en moyenne six migrants permanents par millier d'habitants en 2012 (graphique 1.4). Pour certains grands pays, tels le Mexique et le Japon, cette proportion est inférieure à un pour mille. Pour nombre de pays européens, ainsi que les principaux pays d'installation, la proportion se situe au-dessus de la moyenne. La Suisse, qui reçoit des mouvements importants d'autres pays européens, se démarque avec près de 16 entrées de migrants pour mille habitants. Elle est suivie par la Norvège.

Graphique 1.4. **Immigration permanente par catégorie d'entrée ou de changement de statut dans quelques pays de l'OCDE en 2012**



Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933160124>

Si l'on considère la zone UE/OCDE (en se basant sur les pays pour lesquels des données sont disponibles) comme un tout, c'est-à-dire en excluant les mouvements intra-européens, cet espace a accueilli 2.5 migrants permanents pour mille habitants ; ce ratio est de 3.2 aux États-Unis.

En 2012, on a observé une baisse de près de 6 % des flux migratoires pour raisons humanitaires dans l'ensemble de la zone OCDE, principalement imputable à une baisse significative aux États-Unis, au Canada et aux Pays-Bas. En revanche, la Suède a enregistré sa troisième augmentation consécutive, accueillant 1 800 migrants pour raisons humanitaires par million d'habitants. La Norvège (1 150 par million d'habitants) et le Canada (920), enregistrent également un nombre de nouveaux migrants humanitaires par habitant bien supérieur à la moyenne de l'OCDE, qui s'établit à 455⁴.

Les pays d'installation accueillent principalement des réfugiés réinstallés et reçoivent 68 % des flux enregistrés au sein de la zone OCDE à ce titre. Les pays d'Europe du Nord accueillent la majorité des autres réfugiés réinstallés. En revanche, si l'on considère les migrants qui ont obtenu le statut de réfugié suite à une demande d'asile, les pays européens de l'OCDE en reçoivent les trois quarts et les pays d'installation seulement 16 %⁵.

Les migrations temporaires de travail

Les migrations temporaires de travail constituent un phénomène bien plus important que les migrations permanentes de travail, et qui est sensible aux conditions économiques et à l'évolution à court terme des besoins de main-d'œuvre et de compétences. Ces flux ont augmenté au cours des années 2000, atteignant un record de 2.5 millions d'entrées en 2007 pour décroître ensuite. En 2012, ils se situaient environ 25 % en-dessous du niveau record de 2007, soit une baisse de 4.4 % par rapport à 2011 (tableau 1.2)⁶. Depuis plusieurs années, on enregistre un déclin important du nombre de travailleurs saisonniers, principalement imputable à la sortie des travailleurs saisonniers européens des statistiques d'immigration temporaire de travail.

Par rapport aux années précédentes, on note en 2012 des changements non seulement en termes de catégories d'entrées mais aussi en termes de pays concernés. Les programmes de vacanciers actifs, plus développés dans les pays traditionnels d'installation, ont pour but principal de promouvoir les échanges culturels et la bonne entente internationale par le biais du travail temporaire pour les jeunes. Les pays d'installation ont reçu près de 90 % des jeunes inscrits dans ces programmes entre 2007 et 2012, les autres se rendant principalement au Royaume-Uni et au Japon. Les flux ont augmenté de 10 % (38 000) depuis 2007, et plus de la moitié de cette augmentation est imputable à l'Australie. Dans le même laps de temps, on a également observé des augmentations au Canada (82 %) et en Nouvelle-Zélande (43 %). Par contre, les États-Unis, qui étaient le premier pays d'accueil pour cette catégorie en 2007, ont vu le nombre d'entrées baisser de 148 000 en 2007 à 80 000 en 2012⁷.

Le nombre de travailleurs saisonniers qui atteignait plus d'un demi-million en 2007 a diminué de 64 % entre 2007 et 2012. Cette diminution substantielle est imputable principalement à l'Allemagne ainsi qu'aux autres pays de l'UE qui ne requièrent plus de permis de travail de la part des travailleurs saisonniers des nouveaux pays européens. De plus, deux des anciens principaux pays d'accueil de travailleurs saisonniers ressortissants de pays tiers – l'Italie et l'Espagne – accueillent dorénavant moins de 10 000 immigrés par an chacun. Dans les autres pays de l'OCDE, les flux de travailleurs saisonniers sont restés stables.

Les transferts intra-entreprises se sont accrus de 15 % depuis 2007, reflétant une demande mondiale continue en travailleurs qualifiés. Les États-Unis restent la destination privilégiée pour ces mouvements de main-d'œuvre malgré un léger déclin en 2012. En Europe, on observe environ 16 500 entrées au titre de la mobilité intra-entreprises, ce qui

Tableau 1.2. **Migrations temporaires de travailleurs par catégorie, 2007-12**

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/11	2012/07	2012/07
		Milliers						Évolution (%)		Indice 100 en 2007
Personnel transféré au sein de leur entreprise	Total OCDE	110	117	106	124	130	126	-3	15	115
	États-Unis	85	84	65	75	71	62	-12	-26	74
	Royaume-Uni	..	..	13	18	21	23	8	72	172
	Canada	9	10	10	14	13	14	..	47	147
	Australie	..	7	6	4	8	10	23	46	146
	Allemagne	5	6	4	6	7	7	2	33	133
Travailleurs saisonniers	Total OCDE	571	577	520	505	356	203	-43	-64	36
	États-Unis	51	64	60	56	55	65	18	29	129
	Canada	23	28	23	24	25	25	4	13	113
	Mexique	28	23	31	29	28	23	-16	-16	84
	Finlande	14	12	13	12	12	14	17	..	100
	Belgique	17	20	5	6	6	10	60	-39	61
Stagiaires	Total OCDE	164	146	114	108	114	117	2	-29	71
	Japon	102	102	80	78	82	86	4	-16	84
	Corée	14	14	11	12	13	12	-8	-14	86
	Allemagne	5	5	5	5	5	4	-17	-15	85
	Australie	6	5	5	4	3	4	10	-40	60
	États-Unis	3	3	2	2	2	3	39	-5	95
Vacanciers actifs	Total OCDE	397	431	423	419	414	435	5	10	110
	Australie	135	154	188	176	185	215	16	59	159
	États-Unis	148	153	116	118	98	80	-18	-46	54
	Canada	32	41	45	50	55	59	8	82	182
	Nouvelle-Zélande	36	40	41	45	45	51	13	43	143
	Royaume-Uni	39	35	25	21	21	20	-5	-50	50
Autres travailleurs temporaires	Total OCDE	1 285	1 234	928	913	945	992	5	-23	77
Total		2 526	2 505	2 091	2 069	1 958	1 873	-4	-26	74

Note : Le tableau inclut tous les pays pour lesquels des statistiques standardisées sont disponibles (voir tableau 1.1) sauf la République tchèque.

Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160598>

correspond à 4 % de l'ensemble des travailleurs migrants temporaires. En 2014, l'UE a adopté une Directive (2010/0209) qui vise, entre autres, à faciliter l'affectation temporaire des employés hautement qualifiés d'une entreprise internationale dans ses filiales au sein de l'UE. Le Royaume-Uni, qui est l'un des principaux pays de destination de ces transferts, n'a pas adhéré à cette directive européenne.

Demandsurs d'asile

En 2013, 556 000 personnes ont demandé l'asile dans la zone OCDE, une nette augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente (tableau 1.3), principalement liée à la persistance de la situation en Syrie. Il n'est donc pas surprenant que la Syrie, avec 47 800 demandeurs d'asile ait dépassé l'Afghanistan (34 500) en tant que principal pays d'origine. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'asile en provenance de la Fédération de Russie, d'Iraq, d'Afghanistan et de Serbie (et Kosovo) a nettement augmenté avec des niveaux avoisinants maintenant les 35 000-40 000 demandeurs par pays.

Tableau 1.3. Entrées de demandeurs d'asile par pays de destination, 2009-13

	Moyenne 2009-12	2012	2013	Évolution absolue 2012-13	Évolution (%) 2012-13	Demandeurs d'asile pour un million d'habitants (2013)	Migrants humanitaires permanents pour un million d'habitants (2012)	Trois principaux pays d'origine des demandeurs d'asile (2013)
Allemagne	44 815	64 540	109 580	45 040	70	1 337	221	Fédération de Russie, Serbie (et Kosovo), Syrie
États-Unis	51 935	66 100	68 240	2 140	3	217	480	Chine, Mexique, El Salvador
France	49 352	55 070	60 230	5 160	9	948	188	Serbie (et Kosovo), Rép. dém. du Congo, Albanie
Suède	32 385	43 880	54 260	10 380	24	5 700	1 823	Syrie, Érythrée, Somalie
Turquie	14 888	26 470	44 810	18 340	69	596	..	Iraq, Afghanistan, Iran
Royaume-Uni	26 799	27 980	29 400	1 420	5	461	179	Pakistan, Iran, Sri Lanka
Italie	19 781	17 350	25 720	8 370	48	432	101	Pakistan, Nigéria, Somalie
Suisse	18 728	25 950	19 440	-6 510	-25	2 457	532	Érythrée, Syrie, Nigéria
Hongrie	2 657	2 160	18 570	16 410	760	1 871	..	Serbie (et Kosovo), Pakistan, Afghanistan
Autriche	14 666	17 410	17 500	90	1	2 076	485	Fédération de Russie, Afghanistan, Syrie
Pays-Bas	12 373	9 660	14 400	4 740	49	859	638	Somalie, Syrie, Iraq
Pologne	7 844	9 170	13 760	4 590	50	357	..	Fédération de Russie, Géorgie, Syrie
Belgique	20 867	18 530	12 500	-6 030	-33	1 123	273	République démocratique du Congo, Guinée, Syrie
Australie	10 436	15 790	11 740	-4 050	-26	517	605	Chine, Inde, Pakistan
Norvège	11 532	9 790	11 470	1 680	17	2 285	1 141	Érythrée, Somalie, Syrie
Canada	25 430	20 220	10 360	-9 860	-49	297	917	China, Pakistan, Colombie
Grèce	11 272	9 580	8 220	-1 360	-14	742	..	Pakistan, Afghanistan, Bangladesh
Danemark	4 695	6 190	7 560	1 370	22	1 351	462	Syrie, Fédération de Russie, Somalie
Espagne	2 936	2 580	4 510	1 930	75	98	11	Mali, Syrie, Algérie
Japon	1 751	2 550	3 260	710	28	26	1	Turquie, Népal, Myanmar
Finlande	3 984	2 920	3 020	100	3	558	774	Iraq, Fédération de Russie, Nigéria
Israël	2 500	2 000	..	..	..	253	..	Côte d'Ivoire, Soudan du Sud, Érythrée
Corée	726	1 140	1 570	430	38	31	..	Syrie, Pakistan, Nigéria
Mexique	821	810	1 300	490	60	11	3	Honduras, El Salvador, Cuba
Luxembourg	1 325	2 000	990	-1 010	-51	1 863	..	Serbie (et Kosovo), Bosnie-Herzégovine, Monténégro
Irlande	1 715	940	940	..	..	205	24	Nigéria, Pakistan, République démocratique du Congo
Portugal	218	300	510	210	70	48	5	Syrie, Guinée, Nigéria
Rép. tchèque	961	750	500	-250	-33	48	..	Syrie, Ukraine, Fédération de Russie
Nouvelle-Zélande	326	320	290	-30	-9	65	692	Sri Lanka, Fidji, Iran
Rép. slovaque	647	730	280	-450	-62	52	..	Afghanistan, Somalie, Érythrée
Chili	183	170	250	80	47	14	..	Colombie, Syrie
Slovénie	277	310	240	-70	-23	118	..	Syrie, Serbie (et Kosovo), Pakistan
Islande	69	110	170	60	55	539	..	Croatie, Albanie, Iraq
Estonie	53	80	100	20	25	73	..	Viet Nam, Syrie, Fédération de Russie
Total OCDE	396 444	461 530	555 690	94 140	20	830	455	Syrie, Fédération de Russie, Iraq
Quelques pays non OCDE								
Bulgarie	1 000	1 230	6 980	5 750	467	966	..	Syrie, Algérie, Afghanistan
Malte	1 613	2 060	2 200	140	7	5 135	..	Somalie, Érythrée, Syrie
Roumanie	1 574	2 510	1 500	-1 010	-40	69	..	Syrie, Iraq, Pakistan
Lituanie	379	530	280	-250	-47	91	..	Géorgie, Afghanistan, Fédération de Russie
Lettonie	159	190	190	0	0	90	..	Géorgie, Syrie, Fédération de Russie

Note : Les chiffres pour les États-Unis se réfèrent aux demandes d'asile déposées auprès du ministère de la Sécurité intérieure (affirmative claims – nombre de dossiers) et aux demandes d'asile déposées auprès du Bureau exécutif d'examen de l'immigration (defensive claims – nombre de personnes).

Source : UNHCR.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160603>

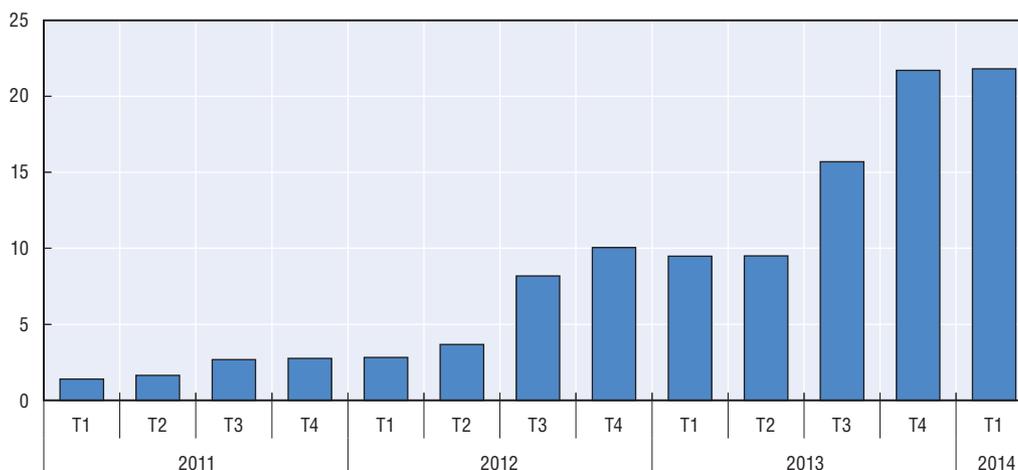
L'Allemagne est le pays qui a reçu le plus grand nombre de nouvelles demandes d'asile en 2013, en enregistrant sa sixième augmentation annuelle consécutive. Les principaux pays d'origine des demandeurs d'asile en Allemagne étaient la Fédération de Russie, la Serbie (et Kosovo) et la Syrie. L'Allemagne était suivie par les États-Unis, la France, la Suède et la Turquie. L'augmentation a été sensible en Turquie principalement en raison de l'arrivée de demandeurs d'asile en provenance d'Iraq, d'Afghanistan et d'Iran. La Hongrie a également connu une forte croissance, enregistrant 18 900 demandes d'asile en 2013 soit huit fois plus qu'en 2012, la plupart en provenance de Serbie (et Kosovo), du Pakistan et d'Afghanistan.

Lorsque l'on compare les flux d'entrée de demandeurs d'asile par habitant, tous les principaux pays d'accueil sont en Europe, en l'occurrence la Suède, le Luxembourg, la Suisse, l'Autriche, la Norvège et le Danemark. La Suède est en tête avec près de 5 700 demandeurs d'asile par million d'habitants, la plupart en provenance de Syrie, d'Érythrée et de Somalie. Alors que les petits pays ont généralement le plus haut ratio de demandeurs d'asile par habitant, deux grands pays, l'Allemagne (1340) et la France (950) sont également au-dessus de la moyenne de l'OCDE (830).

Les premières données couvrant les cinq premiers mois de 2014 suggèrent que certains des grands pays d'accueil de demandeurs d'asile ont enregistré nettement plus de demandes qu'au cours de la même période de l'année précédente. Cette tendance est largement imputable au conflit syrien qui a démarré en 2011. Sur cette période de cinq mois, l'Allemagne a reçu 53 600 demandes (dont 20 % de la part de ressortissants Syriens) suivie par les États-Unis (30 560), la France (24 400), la Suède (23 800) et la Turquie (19 300). La Syrie représente désormais près de 15 % des demandeurs d'asile dans la zone OCDE (graphique 1.5).

Graphique 1.5. **Nouvelles demandes d'asile de Syriens dans 44 pays industrialisés par trimestre, 2011-14**

Milliers



Note : Les 44 pays sont les 28 États membres de l'UE, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'Islande, le Liechtenstein, le Monténégro, Norvège, Serbie (et Kosovo), Suisse, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), la Turquie, l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Corée et les États-Unis. Ce groupe a reçu environ 612 700 demandes d'asile en 2013.

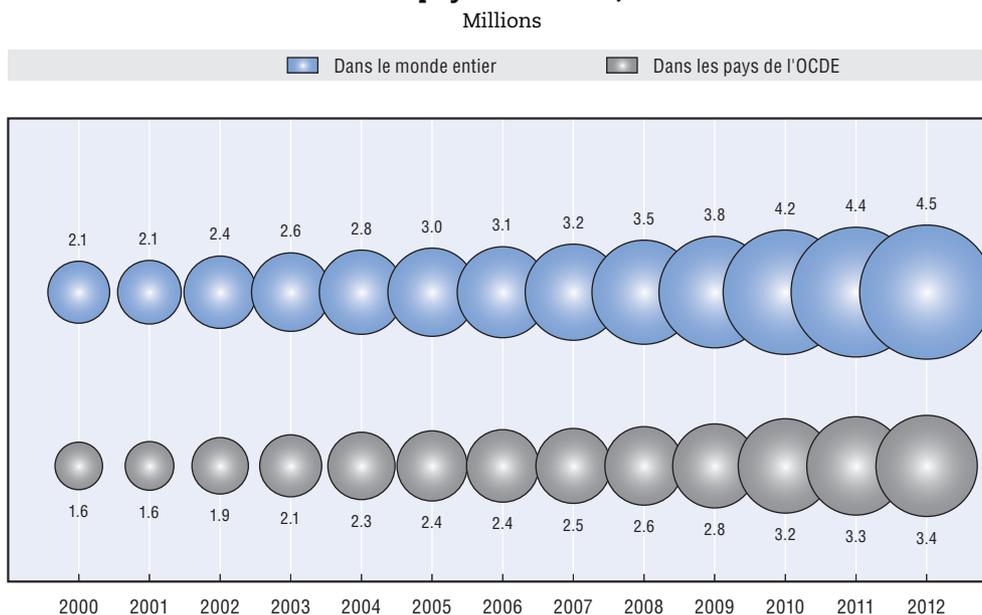
Source : UNHCR.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160134>

Les étudiants internationaux

La question des étudiants internationaux continue d'attirer l'attention des pouvoirs publics dans bien des pays de l'OCDE et ils représentent une source croissante de migrations de travail qualifié. En effet, contrairement aux migrations permanentes et aux migrations temporaires de travail, la mobilité internationale des étudiants n'a cessé de croître depuis 2000 (graphique 1.6). Dans le monde entier, le nombre d'étudiants inscrits en dehors de leur pays d'origine a plus que doublé depuis 2000 pour atteindre 4.5 millions en 2012. La part des étudiants inscrits dans un pays de l'OCDE est restée relativement stable, s'établissant à 75 % en 2012.

Graphique 1.6. **Les étudiants étrangers dans le monde et dans les pays de l'OCDE, 2000-12**



Note : À noter que le graphique 1.6 fait référence aux étudiants étrangers, c'est-à-dire aux étudiants de nationalité étrangère ce qui n'est pas nécessairement synonyme d'étudiants en mobilité internationale, qui sont déclarés comme tels s'ils ont quitté leur pays d'origine pour se rendre dans un autre pays avec l'intention d'y suivre des études. Les données sur les étudiants internationaux ne sont malheureusement pas disponibles avant 2008 pour la plupart des pays.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'éducation.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160140>

Toutefois, le rythme de croissance semble ralentir. Le nombre d'étudiants internationaux dans la zone OCDE n'a augmenté que de 3 % en 2012 (tableau 1.4) alors que les taux de croissance annuels moyens étaient de 8 % entre 2000 et 2005 et de 6 % entre 2005 et 2011.

Alors que les Pays-Bas, le Portugal et la Turquie ont connu une croissance importante de leur population d'étudiants internationaux en 2012, ce nombre a baissé de plus de 20 % en Suède. Le nombre d'étudiants internationaux a également diminué en Australie (-5 %), qui reste néanmoins un des principaux pays d'accueil en 2012. Ceci fait contraste avec le nombre d'étudiants internationaux au Canada et aux États-Unis qui a augmenté respectivement de 14 % et 4 %. La France et le Royaume-Uni ont enregistré une croissance respective de 1.2 % et 1.8 %.

Tableau 1.4. **Étudiants en mobilité internationale dans les pays de l'OCDE, 2012**

		Étudiants en mobilité internationale/Étudiants étrangers			Étudiants étrangers			
Catégorie		2012	Évolution depuis 2011 (%)	Part du nombre total d'étudiants du supérieur (%)	Étudiants étrangers: part du marché 2012 (%)	Différence avec 2000 (points de pourcentage)	Part d'étudiants venant d'un pays de l'OCDE 2012 (%)	Différence avec 2004 (points de pourcentage)
Australie	Mobilité internat.	249 588	-5.0	18.3	5.5	0.45	12.6	-0.6
Autriche	Mobilité internat.	58 019	9.4	15.4	1.7	0.24	72.5	3.9
Belgique	Mobilité internat.	42 926	13.4	9.0	1.2	-0.62	67.6	7.8
Canada	Mobilité internat.	120 960	13.8	8.2	4.9	0.37	24.1	0.3
Chili	Mobilité internat.	3 461	17.8	0.3	0.3	0.11	10.1	10.1
République tchèque	Étrangers	39 455	3.7	9.0	0.9	0.61	73.1	9.3
Danemark	Mobilité internat.	22 363	10.4	8.1	0.7	0.10	62.7	2.1
Estonie	Mobilité internat.	1 573	10.0	2.3	0.1	0.02	37.6	..
Finlande	Mobilité internat.	15 636	10.7	5.1	0.4	0.12	27.9	-12.3
France	Étrangers	271 399	1.2	11.8	6.0	-0.57	23.3	-0.9
Allemagne	Mobilité internat.	184 594	4.5	..	6.3	-2.61	47.5	1.0
Grèce	Étrangers	29 012	-11.6	4.4	0.6	0.23	6.2	3.6
Hongrie	Mobilité internat.	17 520	6.4	4.6	0.4	-0.03	53.7	5.7
Islande	Mobilité internat.	971	-11.6	5.1	0.0	0.01	80.3	10.6
Irlande	Mobilité internat.	11 100	-12.6	5.8	0.6	0.26	52.6	..
Israël	Étrangers	4 506	14.2	1.2	0.1	..	86.0	..
Italie	Étrangers	77 732	5.8	4.0	1.7	0.52	20.5	-20.3
Japon	Mobilité internat.	136 215	-1.7	3.5	3.3	0.14	19.7	-3.6
Corée	Étrangers	59 472	-5.1	1.8	1.3	1.15	5.8	-9.9
Luxembourg	Mobilité internat.	2 468	10.9	40.6	0.1	0.04	80.3	..
Mexique	Étrangers	..	..	..	0.0	-0.07	..	..
Pays-Bas	Mobilité internat.	57 509	49.9	7.2	1.4	0.71	71.6	11.2
Nouvelle-Zélande	Mobilité internat.	40 994	0.3	15.8	1.6	1.22	31.4	11.1
Norvège	Mobilité internat.	3 956	16.1	1.7	0.4	-0.01	49.1	-4.3
Pologne	Mobilité internat.	23 525	13.6	1.2	0.6	0.28	36.0	9.1
Portugal	Mobilité internat.	18 525	38.7	4.7	0.6	0.10	32.1	12.3
République slovaque	Mobilité internat.	9 059	3.6	4.1	0.2	0.13	84.7	30.8
Slovénie	Mobilité internat.	2 357	19.3	2.3	0.1	0.04	14.9	..
Espagne	Mobilité internat.	55 759	-11.0	2.8	2.2	0.21	34.7	-2.8
Suède	Mobilité internat.	28 629	-21.6	6.3	0.9	-0.29	43.2	-30.3
Suisse	Mobilité internat.	44 468	6.4	16.5	1.4	0.17	70.9	-2.8
Turquie	Étrangers	38 590	24.0	0.9	0.9	0.01	14.5	-0.8
Royaume-Uni	Mobilité internat.	427 686	1.8	17.1	12.6	1.88	37.3	-7.3
États-Unis	Mobilité internat.	740 475	4.4	3.5	16.4	-6.41	28.0	-8.3
OCDE		2 840 502	3.1	7.6	75.4	-1.52	33.6	-2.2

Source : Base de données de l'OCDE sur l'éducation.

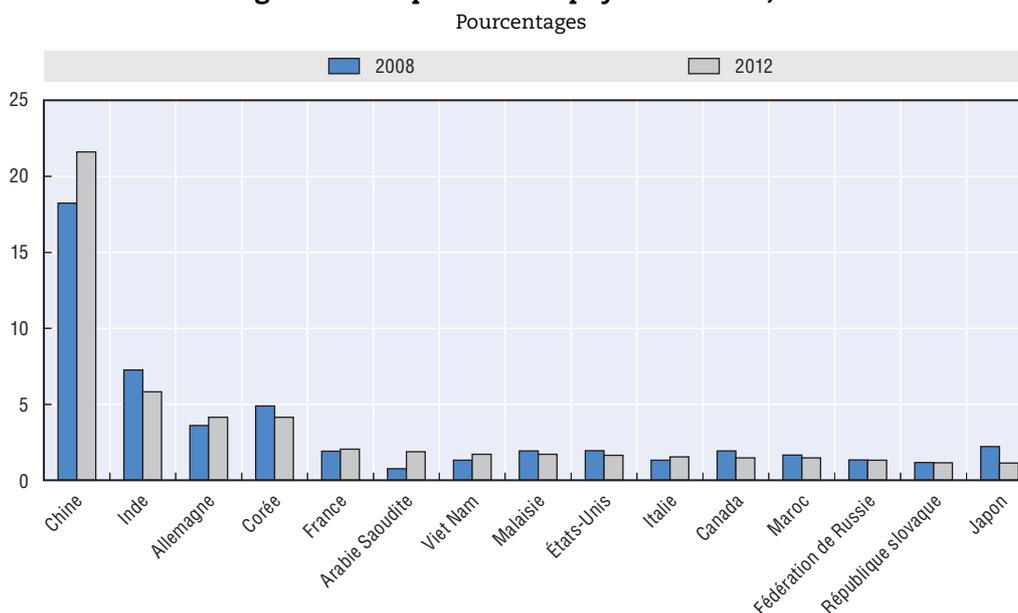
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160616>

Malgré l'augmentation observée aux États-Unis en 2012, leur part dans le marché mondial de l'enseignement supérieur international a nettement reculé depuis 2000 et se situait à 16 % en 2012. Ils sont toujours la destination principale suivis par le Royaume-Uni. Les États-Unis mis à part, tous les pays anglophones de l'OCDE et l'Espagne ont augmenté leur part de marché mondiale alors que celles de la France, de l'Allemagne et du Japon baissaient.

Les étudiants internationaux représentent en moyenne près de 8 % de tous les étudiants de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE. Cette proportion est sujette à de grandes variations allant de 1 % en Pologne à plus de 40 % au Luxembourg. Les étudiants internationaux représentent entre 15 % et 20 % d'ensemble de la population étudiante globale en Australie, au Royaume-Uni, en Suisse, en Nouvelle-Zélande et en Autriche.

Au sein de la zone OCDE, plus d'un étudiant international sur deux est originaire d'Asie. Désormais, les étudiants chinois représentent 22 % de l'ensemble des étudiants internationaux dans les pays de l'OCDE, soit 4 points de pourcentage de plus qu'en 2008 (graphique 1.7). L'Inde reste le deuxième principal pays d'origine mais sa part a chuté à moins de 6 %. En revanche, l'Arabie saoudite a vu sa part doubler en l'espace de quatre années et comptait en 2012 plus de 50 000 citoyens étudiant dans des pays de l'OCDE dont plus de la moitié aux États-Unis. Les principaux pays d'origine non asiatiques sont l'Allemagne et la France. Parmi les étudiants internationaux scolarisés dans des pays de l'OCDE, 30 % viennent d'un autre pays de l'OCDE, proportion qui est restée presque inchangée depuis 2008.

Graphique 1.7. **Principaux pays d'origine des étudiants internationaux dans l'enseignement supérieur des pays de l'OCDE, 2008 et 2012**



Source : Base de données de l'OCDE sur l'éducation.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160157>

Pays d'origine des migrants internationaux

Si l'on considère l'ensemble des flux migratoires vers les pays de l'OCDE, la Chine maintient sa place en tant que premier pays d'origine (tableau 1.5). Avec un peu plus d'un demi-million d'émigrants, la Chine a contribué en 2012 à 9.6 % de ces flux. Étant donné que près d'une personne sur cinq dans le monde est chinoise, le pays est donc sous-représenté dans les flux migratoires vers l'OCDE. L'Inde, qui est le second pays le plus peuplé au monde, compte pour une part bien plus faible que la Chine dans l'ensemble des flux migratoires vers les pays de l'OCDE (4.3 %). Cette proportion passe à 2.3 % pour les États-Unis, troisième pays le plus peuplé.

Tableau 1.5. Immigration vers les pays de l'OCDE, 50 principaux pays d'origine, 2007, 2009, 2011 et 2012

Pays d'origine	Immigration vers les pays de l'OCDE (milliers)				% du total des entrées dans l'OCDE 2012	% de la population mondiale 2011	Différence (points de pourcentage)	Taux d'expatriation (pour un million d'habitants) 2012
	2007	2009	2011	2012				
Chine	520	463	531	507	9.6	19.4	-9.9	375
Roumanie	557	274	310	294	5.6	0.3	5.2	14 664
Pologne	339	221	277	284	5.4	0.6	4.8	7 372
Inde	213	229	243	228	4.3	17.7	-13.4	184
Mexique	164	180	162	166	3.1	1.6	1.5	1 372
Philippines	169	164	161	159	3.0	1.3	1.7	1 648
États-Unis	117	133	137	123	2.3	4.5	-2.2	393
Royaume-Uni	149	129	108	111	2.1	0.9	1.2	1 739
Allemagne	150	126	116	106	2.0	1.2	0.8	1 313
Bulgarie	87	67	98	101	1.9	0.1	1.8	13 857
Italie	66	73	85	99	1.9	0.9	1.0	1 668
France	82	93	96	97	1.8	0.9	0.9	1 475
Maroc	152	143	112	96	1.8	0.5	1.4	2 965
Viet Nam	89	77	95	94	1.8	1.3	0.5	1 054
Hongrie	37	43	68	87	1.6	0.1	1.5	8 788
Pakistan	75	77	106	86	1.6	2.5	-0.9	479
Fédération de Russie	68	68	71	77	1.4	2.1	-0.6	536
Espagne	24	40	52	75	1.4	0.7	0.8	1 609
Corée	72	79	71	70	1.3	0.7	0.6	1 408
Pérou	110	78	68	69	1.3	0.4	0.9	2 311
Brésil	108	84	69	66	1.2	2.8	-1.6	331
Colombie	89	72	68	65	1.2	0.7	0.6	1 368
Ukraine	110	81	68	64	1.2	0.7	0.5	1 405
République dominicaine	50	66	65	63	1.2	0.1	1.0	6 096
Portugal	60	43	50	60	1.1	0.2	1.0	5 730
Turquie	60	64	63	60	1.1	1.1	0.1	805
Thaïlande	48	47	53	59	1.1	1.0	0.1	877
Nouvelle-Zélande	42	43	44	54	1.0	0.1	1.0	12 138
Grèce	14	15	39	52	1.0	0.2	0.8	4 683
Cuba	45	53	51	46	0.9	0.2	0.7	4 094
Iran	28	44	45	45	0.8	1.1	-0.2	587
Nigéria	38	46	39	44	0.8	2.3	-1.5	260
Irak	33	49	48	43	0.8	0.5	0.4	1 323
Canada	35	37	43	42	0.8	0.5	0.3	1 205
Bangladesh	35	51	50	42	0.8	2.2	-1.4	270
Algérie	43	42	39	40	0.8	0.5	0.2	1 038
Serbie	27	27	33	39	0.7	0.1	0.6	5 354
Albanie	66	71	39	37	0.7	0.0	0.6	13 179
Japon	32	36	34	36	0.7	1.8	-1.2	280
Égypte	25	28	32	35	0.7	1.2	-0.5	431
Lituanie	15	16	44	34	0.7	0.0	0.6	11 545
Pays-Bas	40	33	33	34	0.6	0.2	0.4	2 049
Sri Lanka	21	34	36	34	0.6	0.3	0.3	1 675
Haïti	35	30	33	34	0.6	0.1	0.5	3 340
Népal	17	23	30	33	0.6	0.4	0.2	1 211

Tableau 1.5. **Immigration vers les pays de l'OCDE, 50 principaux pays d'origine, 2007, 2009, 2011 et 2012 (suite)**

Pays d'origine	Immigration vers les pays de l'OCDE (milliers)				% du total des entrées dans l'OCDE 2012	% de la population mondiale 2011	Différence (points de pourcentage)	Taux d'expatriation (pour un million d'habitants) 2012
	2007	2009	2011	2012				
République slovaque	36	26	31	33	0.6	0.1	0.5	6 099
Afghanistan	12	19	29	32	0.6	0.5	0.1	1 067
Australie	32	26	28	31	0.6	0.3	0.3	1 363
Indonésie	27	22	29	30	0.6	3.5	-2.9	123
Myanmar	10	23	24	27	0.5	0.8	-0.2	520
Tous les pays d'origine	5 908	5 293	5 401	5 422	100.0	100.0	...	
Tous les pays d'origine OCDE	1 708	1 601	1 722	1 808	33.4	17.9	15.5	
Tous les pays d'origine non OCDE	4 200	3 692	3 678	3 613	66.6	34.1	32.6	
Tous les pays d'origine UE	1 787	1 344	1 591	1 653	30.5	7.2	23.2	

Note : Les données par pays de destination ne sont pas comparables d'un pays à l'autre et sont susceptibles de comprendre des migrations de court terme pour certains pays et pas pour d'autres. Les chiffres doivent par conséquent être utilisés avec précaution. Les pays en gras sont les pays de l'OCDE.

Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160624>

La Roumanie et la Pologne se hissent aux seconde et troisième places parmi les principaux pays d'origine avec des taux d'émigration vers l'OCDE respectivement de 1.5 % et 0.7 %. Proportionnellement à leur population, les flux en provenance de ces deux pays vers des pays de l'OCDE sont donc plus de 20 fois plus importants que ceux en provenance d'Inde ou de Chine. La Bulgarie a remplacé le Maroc parmi les dix premiers pays d'origine des nouveaux flux en 2012. Cela dit, depuis 2000, la liste des dix premiers pays d'origine a peu changé.

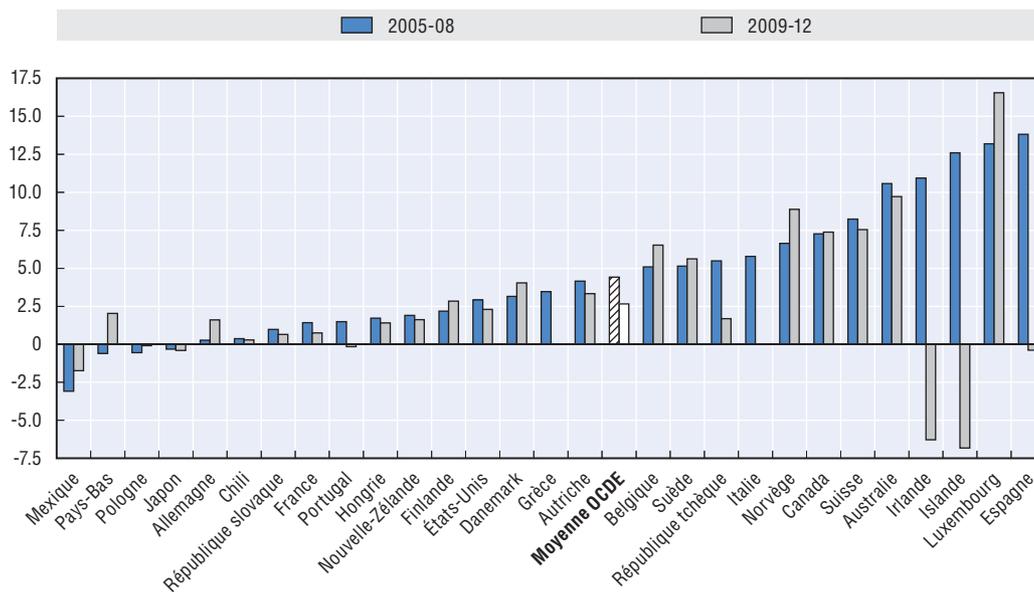
Les pays de la liste du tableau 1.5 ayant les taux d'émigration les plus élevés sont typiquement des pays de taille moyenne, tels que la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et la Nouvelle-Zélande. Les taux d'émigration de ces pays varient de 0.7 % et 1.5 %. Ce qui distingue ces pays d'autres petits pays connaissant aussi des taux d'émigration élevés, tels que l'Albanie, la République Dominicaine et Cuba, c'est que la grande majorité de leurs flux d'émigration sont liés à la libre circulation. La Roumanie et la Pologne ont plus ou moins triplé leurs flux d'émigration depuis 2000 suite à leur accession à l'UE.

Migration nette

La migration nette reste positive au sein des pays de l'OCDE, à l'exception de l'Islande, de l'Irlande, du Mexique, du Japon, de la Pologne, du Portugal et de l'Espagne. Cependant, compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale, le taux de migration nette moyen a été presque divisé par deux, passant de 4.4 personnes pour mille en 2005-08 à 2.6 personnes pour mille en 2009-12 (graphique 1.8).

C'est aux Pays-Bas, en Allemagne, en Finlande, en Belgique, au Danemark, en Suède, en Norvège et au Luxembourg que l'on observe les plus fortes hausses du taux de migration nette. Le Luxembourg, dont le taux de croissance de la population est l'un des plus élevés, enregistre de forts taux de migration nette (16 personnes pour mille annuellement). L'Allemagne, dorénavant la deuxième destination principale pour les migrations permanentes au sein de la zone OCDE, a vu son solde migratoire passer de zéro en 2005-08 à 370 000 en 2012.

Graphique 1.8. **Taux de migration nets annuels moyens, 2005-08 et 2009-12**
Pour 1 000 habitants



Note : Lorsque 2012 n'est pas disponible, la moyenne 2009-12 fait référence à la moyenne de 2009 à la dernière année disponible.

Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933160164>

Les migrations ont une contribution négative à la croissance démographique du Mexique, de la Pologne et du Japon. Les deux premiers, soit du fait de leur proximité avec un grand pays voisin prospère, soit parce qu'ils appartiennent à une zone de libre circulation, sont marqués par une émigration importante. Mais ces deux pays ont vu l'ampleur de leurs pertes de population directement imputables à la migration se réduire : moins de personnes partant et plus de personnes s'installant. L'Islande et l'Irlande ont également une migration nette négative d'environ 0.6 % de la population, essentiellement en raison de l'impact de la crise économique mondiale. Certains pays du sud de l'Europe – l'Espagne, la Grèce et le Portugal dont les flux d'entrée ont constamment diminué depuis la crise financière – ont dorénavant des migrations nettes négatives ou nulles.

Notes

1. Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et États-Unis.
2. Ces premiers résultats doivent être considérés avec précaution car ils proviennent de données partielles et/ou de simples estimations pour un certain nombre de pays. Les données ou estimations pour l'année 2013 sont disponibles pour 21 pays représentant 93 % des flux migratoires vers l'OCDE.
3. Pour plus d'informations sur la composante économique des migrations de libre circulation, se référer au chapitre 3.
4. En Australie, le nombre total de visas accordés en 2012-13 via le programme de réinstallation a augmenté de 87 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 12 500. 7 500 visas supplémentaires ont été délivrés par le biais de la clause de protection temporaire dédiée aux demandeurs d'asile.

5. Il faut noter qu'un délai existe généralement entre la demande d'asile et la délivrance du statut de réfugié. L'augmentation des flux d'entrées de demandeurs d'asile dans les pays européens de l'OCDE en 2012 pourrait donc entraîner une augmentation des migrations humanitaires les années suivantes.
6. Si l'on prend pour acquis qu'il n'y a pas eu de changement dans les pays pour lesquels les données 2012 ne sont pas disponibles. Les pays couverts sont ceux pour lesquels les données de permis sont disponibles (voir tableau 1.1) hormis la République tchèque.
7. Cette diminution aux États-Unis coïncide avec les réformes visant à renforcer les procédures afin d'assurer l'intégrité des programmes et de contrôler l'impact de ceux-ci sur les travailleurs nationaux ainsi que la protection des participants.



Extrait de :
International Migration Outlook 2014

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/migr_outlook-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Tendances récentes des migrations internationales », dans *International Migration Outlook 2014*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/migr_outlook-2014-4-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.